

## Propositions d'EAPN pour des Recommandations spécifiques par pays

### Progresser vers l'objectif de réduction de la pauvreté et la participation significative des parties prenantes !

Alors que la Stratégie Europe 2020 compte parmi ses objectifs chiffrés celui de réduire la pauvreté d'au moins 20 millions de personnes, la pauvreté a augmenté de 2 millions de personnes depuis 2010.

La très grande majorité des Etats membres n'ont pas respecté leurs engagements pris pour impliquer les parties prenantes nationales dans les Programmes Nationaux de Réforme.

Dans ce document, les membres d'EAPN présentent leurs recommandations en termes de politiques et de procédés à chaque Etat membre, afin que chacun puisse atteindre les objectifs chiffrés sociaux auxquels il a souscrit et que les parties prenantes puissent sérieusement participer. Ces recommandations parallèles visent à contribuer à l'évaluation des Programmes nationaux de réforme (PNR) réalisée par la Commission européenne durant le semestre économique de la Stratégie Europe 2020 (chaque 1<sup>er</sup> semestre).

Les Recommandations d'EAPN porte notamment sur :

- Des politiques macro-économiques contribuant à l'inclusion sociale et soutenant une réponse plus juste à la crise.
- Des politiques intégrées et multidimensionnelles garantissant un revenu minimum adéquat et l'accès aux droits, aux ressources et aux services.
- Des politiques d'emploi inclusives offrant des parcours personnalisés vers des emplois de qualité.
- Des politiques inclusives sur l'éducation et la formation.
- L'allocation explicite de Fonds structurels à la réduction de la pauvreté.
- La participation structurée et significative des parties prenantes, dont les ONG, aux Programmes Nationaux de Réforme.

**MAI 2012 – Mise à jour AOÛT 2012**



## INTRODUCTION

Fin mai 2012, la Commission européenne a préparé les Recommandations spécifiques par pays pour que les Etats membres progressent sur les objectifs chiffrés de la Stratégie Europe 2020 via leurs Programmes nationaux de réforme. Les Recommandations furent adoptées par le Conseil des Ministres de juin et doivent guider les décisions budgétaires des Etats membres ainsi que leurs avancées politiques, en vue des prochains Programmes nationaux de réforme.

Cette année, EAPN a décidé de s'impliquer dans ce processus en présentant ses propres Recommandations alternatives, avec ses membres, à la fois réseaux nationaux et organisations européennes. Ces recommandations ont été développées durant un atelier du Groupe de travail d'EAPN sur les Stratégies européennes d'inclusion, tenu à Bruxelles le 4 mai 2012. 30 représentants d'EAPN, réseaux nationaux et organisations européennes confondus, ont ainsi évalué les Programmes nationaux de réforme (PNR) et les Rapports sociaux nationaux (RSN) et produit des recommandations sur les politiques nécessaires à l'atteinte des objectifs chiffrés sur les matières sociales et notamment sur la réduction de la pauvreté, dans tous les domaines : économique, social, emploi. Leurs recommandations portent également sur des mesures permettant de garantir la participation véritable des parties prenantes aux processus décisionnels et sur une meilleure utilisation des Fonds structurels pour la réduction de la pauvreté.

EAPN a réalisé une évaluation détaillée des Programmes nationaux de réforme publiée en juillet 2012, basée sur un questionnaire et un tableau de bord commun : *Une Union européenne à défendre : au-delà de l'austérité, vers l'investissement social et une croissance inclusive : Analyse par EAPN des Programmes nationaux de réforme (PRN) et Rapports sociaux nationaux (RSN)*, disponible sur le site d'EAPN dans la section des publications

<http://www.eapn.eu/images/stories/docs/EAPN-position-papers-and-reports/2012-eapn-nrp-report-en.pdf>).

Les présentes Recommandations d'EAPN ont été transmises à la Commission et autres institutions européennes, présentées aux Commissaires Andor et Rehn au Parlement européen le 28 juin 2012, à l'occasion d'un événement important sur les Recommandations alternatives de parties prenantes organisé par le groupe des Verts/Alliance Libre Européenne<sup>1</sup>. Le document fournit la liste complète des Recommandations par les parties prenantes proposées par les membres d'EAPN.

---

<sup>1</sup> Conférence « Kick Start Social Europe – Beyond Austerity » (« Lancer l'Europe sociale – Au-delà de l'austérité ») - EAPN et les acteurs de la société civile présentent leurs Recommandations alternatives aux Commissaires Rehn et Andor, au Parlement européen, 27 juin 2012.

**Les réseaux nationaux et organisations européennes membres d'EAPN présentent les Recommandations spécifiques par pays aux Gouvernements des Etats membres :**

Etat membre	Recommandations spécifiques par pays (Réseaux nationaux)
<b>Autriche</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Relever le niveau du revenu minimum assorti de conditions de ressources, mettre en place un revenu minimum indépendant pour les enfants, et prendre en compte les coûts du logement.</li> <li>2. Multiplier les mesures sur le marché du travail et les opportunités d'emplois pour les personnes qui en sont exclues, principalement pour celles qui ne peuvent travailler qu'à temps partiel.</li> <li>3. Réformer le système de l'enseignement, qui se caractérise par une tendance à la ségrégation (école à plein temps, école publique pour les enfants de 10 à 14 ans, etc.)</li> </ol>
<b>Belgique</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les mesures d'activation, si elles ne s'accompagnent pas de mécanismes de création d'emplois, ne permettent pas de sortir de la pauvreté, mais risquent au contraire d'être cause de pauvreté. Investir dans des emplois de qualité (durables, bien rémunérés et accessibles) et accompagner vers l'emploi les personnes exclues.</li> <li>2. Les mesures d'austérité ne permettent pas de relancer l'économie. Il est préférable d'investir dans des mécanismes de revenu minimum, de garantir la pérennité des systèmes de protection sociale et des services et d'intégrer un système fiscal plus équitable afin d'assurer les finances nécessaires pour réaliser les objectifs fixés.</li> <li>3. Mettre en place des objectifs et sous-objectifs chiffrés précis, dotés d'indicateurs.</li> </ol>
<b>Bulgarie</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Améliorer la faible gouvernance de l'UE / la participation des parties prenantes, en consolidant la démocratie directe.</li> <li>2. Mettre en place et en œuvre des politiques de revenus et des mécanismes de redistribution des revenus, avec une remise en question de la fiscalisation régressive.</li> <li>3. Révolutionner les Fonds structurels et les transformer en fonds publics, tout en envisageant de nouveaux critères d'éligibilité.</li> <li>4. Recalculer de manière honnête les seuils de pauvreté.</li> <li>5. Mettre en place un mécanisme de suivi des mesures politiques d'éradication de la pauvreté et de l'exclusion sociale, en répondant à la question suivante : combien de personnes ces mesures ont-elles sorties de la pauvreté et de l'exclusion sociale ?</li> <li>6. Mettre en place une politique de la jeunesse qui s'attaquera à la faillite des politiques actuelles sociales, économiques et de l'enseignement, qui font dire qu'en Bulgarie, les jeunes ont deux stratégies de survie : le terminal 1 et le terminal 2 de l'aéroport de Sofia.</li> <li>7. Revenir sur la profonde déréglementation du monde des affaires, qui a débouché sur sa criminalisation.</li> </ol>

<b>République tchèque</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Mettre en pratique, dans les plus brefs délais, un enseignement inclusif et de grande qualité pour les populations socialement vulnérables et pour les Roms, et en faire une priorité politique ; augmenter le nombre de Roms ayant terminé l'enseignement secondaire, et confier la responsabilité de la poursuite de cet objectif aux établissements d'enseignement.</li> <li>2. Mettre en place une politique inclusive de logement social, avec des services sociaux intégrés (pas des ghettos) dans le parc privé et public, avec la possibilité d'accéder à des programmes de lutte contre l'endettement.</li> <li>3. Entamer une ambitieuse politique positive du marché du travail axée sur l'inclusion active, en confiant aux services de l'emploi la responsabilité directe du recrutement, au lieu de se limiter à une responsabilité indirecte en multipliant les sous-traitances privées.</li> </ol>
<b>Chypre</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Intégrer une participation significative des parties prenantes dans l'élaboration et la mise en œuvre des PNR.</li> <li>2. Investir dans la création d'emplois décents et de qualité, pour combattre le chômage.</li> <li>3. Garantir un revenu minimum adéquat pour tous, comme mécanisme de prévention et d'éradication de la pauvreté.</li> <li>4. Mieux utiliser les Fonds structurels pour financer des projets de lutte contre la pauvreté à destination de toutes les catégories vulnérables. Garantir que le financement vise également les projets de proximité, en associant les ONG. Veiller également à combattre les discriminations et les inégalités.</li> </ol>
<b>Danemark</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Donner une grande priorité à la croissance et aux emplois.</li> <li>2. Donner accès à des services globaux, à des mécanismes de réhabilitation et à des emplois décents pour les chômeurs de longue durée qui accumulent les difficultés.</li> <li>3. Fixer un seuil officiel de pauvreté et de revenu minimum qui reflètera le véritable coût de la vie.</li> <li>4. S'attaquer à l'accroissement des inégalités, car il s'agit d'une tendance qui menace la cohésion sociale et augmente les coûts sociaux et de santé.</li> <li>5. Accroître la visibilité de la stratégie UE2020 et la rendre plus démocratique ; associer plus efficacement les parties prenantes, à l'image des anciens programmes de sensibilisation aux plans d'action nationaux inclusion et à la MOC sociale, financés par PROGRESS.</li> </ol>
<b>Estonie</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Davantage privilégier les emplois de qualité, plutôt que des emplois à tout prix.</li> <li>2. Davantage privilégier la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale et envisager la poursuite des objectifs chiffrés par le biais d'un meilleur accès aux services et d'un relèvement du niveau des minima et des indemnités.</li> <li>3. L'objectif chiffré de réduction de la pauvreté devrait garantir une norme minimale de services publics, accessibles à tout le monde. Particulièrement aux enfants.</li> </ol>
<b>Finlande</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Améliorer la situation et le pouvoir d'achat des familles à bas revenus avec enfants, déjà gravement touchés par l'augmentation des taxes à la consommation et par le gel de l'indexation des allocations familiales lors du</li> </ol>

	<p>conclave budgétaire du 22 mars 2012.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Utiliser les fonds structurels de manière innovante afin de développer un large éventail de mesures visant à réduire la pauvreté.</li> <li>Etendre la garantie sociale pour les jeunes en ajoutant aux simples mesures pour l'emploi d'autres mesures sociales, en s'attaquant aux risques d'exclusion sociale qui frappent déjà les enfants en bas âge.</li> </ol>
<b>France</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place un programme multi-annuel (5 années) et multidimensionnel de lutte contre la pauvreté (emploi, logement, santé, meilleur accès à l'accompagnement, revenu adéquat pour vivre dans la dignité, enseignement pour tous, accès à la culture, citoyenneté). Ce programme serait élaboré avec la participation des personnes en situation de pauvreté et contiendrait des objectifs clairs et quantifiables (nombre de mesures prises, résultats escomptés, fossé entre les objectifs fixés et les objectifs réalisés, raisons de la différence).</li> <li>Relever les indemnités sociales en fonction des besoins, pour permettre aux personnes de vivre dans la dignité.</li> <li>Construire 150.000 unités de logement social par an, pendant une période de cinq ans.</li> </ol>
<b>Allemagne</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>La promotion de l'emploi doit s'accompagner d'une garantie de salaires décents et d'une obligation de contribuer à l'assurance sociale.</li> <li>Lors de l'évaluation de la pauvreté, des procédures transparentes s'imposent, qui par exemple prennent en compte la durée de présence sur le marché du travail. En outre, d'autres facteurs (le taux de risque de pauvreté, la privation matérielle, etc.) doivent être envisagés, à côté du nombre de chômeurs de longue durée.</li> <li>Pour promouvoir l'intégration sociale des groupes cibles, des ressources financières adéquates doivent être proposées. Cela pourrait, notamment, se faire en réservant (ring-fencing) 20 % des fonds de développement du FSE.</li> </ol>
<b>Grèce</b>	<p>La Grèce n'ayant pas transmis un véritable PNR, les propositions qui suivent sont davantage destinées à la CE et concernent le pacte de développement politique dans sa globalité (résultat des mesures politiques de désendettement imposées par la CE, la BCE et le FMI).</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place de nouveaux filets de sécurité pendant les interventions de crise pour pallier l'important appauvrissement de la population, qui résulte des politiques d'austérité.</li> <li>Mettre en place un mécanisme correct de revenu minimum pour prévenir un nouvel appauvrissement.</li> <li>Créer de nouvelles mesures d'activation pour le nombre croissant de chômeurs, en privilégiant les jeunes chômeurs (50%), les travailleurs pauvres, les chômeurs de longue durée et les femmes.</li> <li>Soumettre à un audit d'impact sur la pauvreté et les inégalités toutes les mesures politiques appliquées dans le cadre des plans de sauvetage et des plans d'ajustement financier et structurel imposés par la CE, la BCE et le FMI.</li> <li>Etablir une distinction entre les mesures politiques de lutte contre l'augmentation extrême de la pauvreté et des inégalités d'une part et, de l'autre, l'approche de type « goulot d'étranglement » de la croissance et de la compétitivité. Introduire de nouvelles dépenses sociales, via des mécanismes</li> </ol>

	<p>d'aide directe aux revenus (via des transferts sociaux, comme les allocations de logement ou les indemnités pour personnes handicapées, etc.). Renforcer ainsi la consommation des ménages et leur pouvoir d'achat, afin d'avoir un impact positif et immédiat sur l'économie réelle.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>6. Soutenir des mesures spéciales d'activation pour les groupes cibles de chômeurs éloignés du marché du travail et confrontés à des risques multiples.</li> <li>7. Restaurer les niveaux des bas salaires et des pensions aux niveaux en vigueur avant les mesures de la Troïka.</li> <li>8. Assurer une augmentation générale des transferts sociaux favorable à une croissance de l'économie réelle. Démystifier les mesures d'austérité axées sur un renforcement de la compétitivité qui ont comme conséquences avérées d'aggraver la crise. Mettre en place un nouveau « contrat européen de développement » (EU Development Deal) doté de financements européens pour aider les citoyens dans le besoin et non pas les banques.</li> </ol> <p>Associer l'ensemble des parties prenantes, et plus précisément les organisations de la société civile.</p>
<b>Hongrie</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Introduction d'un mécanisme de revenu minimum garanti pour permettre à chacun de vivre dans la dignité.</li> <li>2. Des programmes d'emploi durables reposant sur les communautés locales, les besoins locaux et les capacités du terrain ; renforcer les compétences des personnes et leur assurer un salaire décent.</li> <li>3. Privilégier la lutte contre la pauvreté des enfants – placer au centre de l'équation les droits et l'intérêt de l'enfant !</li> </ol>
<b>Irlande</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Garantir une consultation, réelle et active, de l'ensemble des parties prenantes lors de l'élaboration et de la mise en œuvre du PNR.</li> <li>2. Procéder à une évaluation de l'impact sur la pauvreté et sur les inégalités transparente et constructive dans tous les domaines des politiques, y compris des mesures prévues dans le protocole d'accord avec la CE/BCE et avec le FMI, afin de prévenir toute conséquence négative des politiques sur les populations les plus vulnérables et victimes d'inégalités.</li> <li>3. S'attaquer à l'augmentation des inégalités.</li> <li>4. Appliquer à l'élaboration des politiques une approche intégrée de l'inclusion active : <ol style="list-style-type: none"> <li>I. Des réformes du système d'assurance sociale et des services d'activation pour garantir un accès pérenne à un revenu décent et aux services, et des mécanismes d'accompagnement pour répondre à leurs besoins ; reconnaître la nécessité de privilégier l'activation des femmes, et plus précisément des mères bénéficiant de l'aide sociale.</li> <li>II. L'accent placé sur la croissance et la création d'emplois devrait privilégier les emplois de qualité et garantir que chacun puisse en bénéficier. Dans ce cadre, il est important d'adopter une approche permettant de combattre le phénomène des travailleurs pauvres et des pièges à la pauvreté.</li> <li>III. Cesser les coupes sombres dans les services destinés aux plus vulnérables. Nous pensons également aux services offerts par des groupes locaux, reposant principalement sur le volontariat et dont le retour sur investissement est intéressant.</li> </ol> </li> </ol>

<b>Italie</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Une analyse de la réalité de la pauvreté confirme que les politiques ne seront réellement efficaces que lorsque le gouvernement entamera un dialogue civil actif et une véritable consultation de l'ensemble des parties prenantes, et plus précisément des ONG actives dans la lutte contre la pauvreté, et qu'il veillera à ce que leur contribution se reflète dans le contenu des PNR.</li> <li>2. L'emploi n'est pas l'unique instrument d'une stratégie d'inclusion ; un autre instrument, prioritaire, est la garantie d'un revenu minimum adéquat pour toutes les personnes en situation de pauvreté et un mécanisme de véritable activation, sans obligation de travail (workfare). Dans le système italien, les transferts sociaux ne permettent pas de réduire la pauvreté, leurs niveaux étant trop bas. Si l'on veut que la lutte contre la pauvreté soit un succès, une stratégie multidimensionnelle et pluriannuelle, accompagnée de politiques intégrées, s'impose : revenu adéquat, logement, santé et emploi, avec une véritable participation des populations en situation de pauvreté et des ONG qui les représentent.</li> <li>3. Il importe de promouvoir un emploi de qualité, avec l'aide de tous ceux (entreprises, économie sociale, organisations volontaires) qui investissent dans la formation des travailleurs ou la qualification, notamment des jeunes (spécialisés, diplômés).</li> </ol>
<b>Lettonie</b>	Le réseau letton est en cours de création.
<b>Lituanie</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Parvenir à une définition précise de l'économie sociale et du 'clustering des objectifs sociaux' dans le droit lithuanien et dans les programmes nationaux.</li> <li>2. Prévoir dans le droit national l'obligation d'une consultation permanente du réseau lithuanien d'EAPN, des autres organisations faitières et des organisations non gouvernementales avant la finalisation du PNR et du RSN et la hiérarchisation des besoins concernant les Fonds structurels.</li> <li>3. Le gouvernement national devrait imposer l'organisation de consultations avec la société civile.</li> </ol>
<b>Luxembourg</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Faire du PNR un programme stratégique intégré, mieux coordonné avec le RSN et impliquant l'ensemble des parties prenantes lors de sa rédaction, de son application, de son évaluation et de son suivi.</li> <li>2. Combiner les mesures ciblées sur l'emploi, sur la recherche, sur le climat, sur l'énergie et sur l'enseignement et les politiques de réduction de la pauvreté ; évaluer chaque mesure en fonction de sa contribution à l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté et de l'exclusion, tout en garantissant que la somme des résultats de toutes les mesures réalise l'objectif fixé.</li> <li>3. Agir dans le domaine du logement social, tant au niveau de l'offre générale d'un logement à prix raisonnable que de l'offre de logements sociaux spéciaux. Comme mesure intermédiaire, mettre en place un mécanisme de subventions locatives pour les personnes incapables de suivre l'augmentation du prix du logement ; cette mesure devrait s'accompagner d'un strict contrôle des loyers afin d'éviter que les montants consacrés ne se retrouvent dans la poche des propriétaires.</li> </ol>
<b>Malte</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. S'attaquer sérieusement à la question du décrochage scolaire. L'enseignement est un des facteurs clés dans la promotion de l'emploi. Le gouvernement devrait également veiller à ce que les employeurs ne tirent pas avantage de leurs travailleurs en leur proposant des emplois précaires. Le</li> </ol>

	<p>droit des travailleurs doit être garanti à tout moment.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Il est fortement recommandé de relever le salaire minimum et d'introduire un mécanisme de revenu minimum adéquat pour tous et pour toutes afin de renforcer le pouvoir d'achat des familles, ce qui est d'une importance vitale. Le pouvoir d'achat est affaibli par l'augmentation constante des coûts de la vie et du prix de l'énergie. Cette mesure permettra de réduire la pauvreté et l'exclusion sociale.</li> <li>Il faut garantir que la réforme des pensions se fera au bénéfice des groupes les plus vulnérables de la société (personnes âgées et personnes handicapées) et que ceux-ci bénéficieront d'un éventail plus large de services.</li> </ol>
<b>Pays-Bas</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li><b>Le Gouvernement néerlandais ne devrait pas uniquement privilégier l'emploi et l'aide sociale – il y a plus de chômeurs qu'il n'y a d'emplois</b> : nous avons également un travail comme parent (s) envers nos enfants, comme grands-parents envers nos petits-enfants, comme enfant ou aidant envers nos grands-parents, comme être humain envers d'autres êtres humains. <b>Equilibre entre vie privée et vie professionnelle = équilibre adéquat.</b></li> <li><b>Stopper la création d'un nouveau groupe de personnes en situation de pauvreté en garantissant les droits sociaux des travailleurs indépendants</b> : les travailleurs indépendants doivent souvent prêter un horaire trop long pour des rémunérations trop basses, ils ne peuvent payer leur assurance-maladie ni cotiser pour leurs pensions.</li> <li><b>Cesser la tendance à la pénalisation des ménages pauvres</b>, avec l'introduction de nouvelles sanctions contre les revenus des ménages et des risques de réduction des allocations familiales lorsqu'un jeune, vivant toujours sous le même toit que ses parents, parvient à trouver un emploi. Les jeunes ne devraient pas dépendre de leurs familles, tout comme les familles ne devraient pas dépendre des enfants. Reconnaître l'indépendance des jeunes et de leurs familles, <b>en défendant l'individualisation du droit à un revenu adéquat.</b></li> <li><b>Mettre un terme au dumping social</b> - les travailleurs venant de l'étranger reçoivent une rémunération inférieure au salaire minimum : soutenir le concept d'un salaire minimum et d'un revenu adéquat et plus égal, d'un logement décent et d'une vie dans la dignité pour tous ceux et toutes celles qui résident aux Pays-Bas.</li> <li><b>Mettre un terme aux inégalités</b> : la décentralisation de la police locale crée des inégalités entre les municipalités néerlandaises. Discuter avec les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale à propos de leurs réalités et d'éventuelles solutions.</li> </ol>
<b>Pologne</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Prendre au sérieux les propositions formulées par les ONG lors du processus de consultation sur le PNR.</li> <li>Mettre en place une stratégie globale de lutte contre pauvreté et l'exclusion sociale, basée sur des preuves.</li> <li>Garantir que les populations en situation de pauvreté et d'exclusion sociale soient protégées contre les conséquences négatives des mesures d'austérité.</li> </ol>
<b>Portugal</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Bien que le Portugal ne soit pas obligé de soumettre un PNR, il serait souhaitable que le gouvernement portugais le fasse. A la lumière de la situation actuelle et de l'impact dévastateur des mesures d'austérité sur la</li> </ol>

	<p>pauvreté et l'exclusion sociale (principalement sur les personnes qui connaissaient déjà la pauvreté, mais également pour de « nouveaux groupes » de pauvres, comme la classe moyenne), il est crucial qu'un PNR suive la poursuite de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté et des engagements connexes. Faute d'un PNR, aucun espace ne sera laissé ni à l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté, ni aux mesures de lutte contre la pauvreté, ni à la participation de la société civile. Le Pacte de Stabilité présenté à la CE (mais qui n'a fait l'objet d'aucune présentation ni d'aucune discussion au Parlement portugais) ne reflète aucune de ces préoccupations.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2. Il est urgent de mettre en place des mesures d'emploi, principalement pour les jeunes, tout en réaffirmant qu'il ne peut en aucun cas s'agir d'emplois à tout prix ou de n'importe quel type d'emploi. Le Portugal a vu le pourcentage de travailleurs pauvres augmenter ces dernières années, et nous ne pouvons accepter une nouvelle augmentation qui serait due à la crise, ni tolérer la révision proposée des droits des travailleurs qui, au nom de la flexibilité, fait peser de lourdes menaces de pauvreté sur l'ensemble des travailleurs. Des salaires bas et précaires ne seront jamais porteurs de croissance économique, ni de compétitivité. Au contraire, ils menacent le système social (moins de contributions, un système moins pérenne et moins de financements disponibles pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale). Le contrôle et la réduction de la protection sociale ne sont pas des conditions de la croissance, mais l'exacte opposé ! Le « médicament » est en train de tuer le patient, parce que nous nous trompons de malade.</li> <li>3. Economie sociale : reconnaître le rôle de l'économie sociale sans pour autant en « surcharger la barque » (tout particulièrement en temps de contraintes financières). Il est inacceptable que l'Etat-Providence soit remplacé par la « solidarité ». Si les ONG sociales et de lutte contre la pauvreté veulent participer à l'élaboration et à l'application des politiques, l'Etat doit pour sa part continuer à assumer ses obligations (constitutionnelles !). S'il ne le fait pas, nous sommes en droit de poser la question : pourquoi payer nos impôts (qui ne cessent d'augmenter !) si nous n'obtenons rien en retour de l'Etat ?</li> </ol>
<b>Roumanie</b>	<p>Sur base des propositions existantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Un meilleur contrôle des investissements dans les ressources humaines et une analyse de leurs effets potentiels.</li> <li>2. Les mesures de développement du capital humain devraient s'accompagner de mesures contraignantes de création d'emplois.</li> <li>3. Toutes les mesures devraient émaner du contexte local et des circonstances locales, et non pas de concepts généraux.</li> </ol>
<b>Slovaquie</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le Gouvernement devrait reconnaître la nécessité d'un revenu minimum adéquat et en calculer le niveau en fonction du coût réel de la vie. Le revenu minimum devrait être garanti pour tous et pour toutes, sans la moindre conditionnalité.</li> <li>2. Le PNR devrait reconnaître les autres dimensions de la pauvreté et de l'exclusion sociale, à côté du chômage, comme la privation matérielle, l'accès au logement, l'accès à l'enseignement et aux autres services publics, la discrimination et la marginalisation des régions. Il est nécessaire de réévaluer la contribution de certaines dépenses sociales (comme les investissements dans le logement) au développement économique de la société. La politique de l'emploi ne devrait pas se concentrer uniquement sur la création</li> </ol>

	<p>d'emplois, mais également sur la qualité des emplois.</p> <p>3. Le PNR devrait prévoir des mesures et des engagements propres à l'inclusion sociale. D'autres facteurs, comme le niveau des investissements et d'autres ressources, devraient être inclus, car ils présentent un intérêt certain dans le domaine de l'inclusion sociale et de la lutte contre la pauvreté.</p>
<b>Slovénie</b>	<p>1. Associer les ONG et le secteur financier à la recherche d'une solution aux crises ; le secteur financier, qui est le principal responsable des crises mondiales, n'est pas activement impliqué dans la recherche de solutions, alors que toute la charge repose sur les épaules des populations – une coopération entre tous les acteurs s'impose pour créer de nouveaux emplois de qualité et aider ceux qui sont le plus touchés par la crise ; ce qui manque, c'est une stratégie gouvernementale sur la durée pour obliger le secteur financier à rembourser les sommes consacrées à son sauvetage (l'Etat a injecté des sommes importantes, et encore insuffisantes, pour stabiliser le secteur bancaire). Tous les acteurs de la société doivent participer à la recherche d'une solution.</p> <p>2. Relever le salaire minimum au moins au niveau du seuil de pauvreté et, en lien avec la première recommandation, commencer à investir dans la qualité, encourager la création d'emplois décents. La stratégie pour l'emploi que contient actuellement le PNR ne se concentre que sur la création d'emplois à tout prix – des emplois rémunérés sous le seuil de pauvreté - .Pareils salaires, faute de permettre de sortir de la pauvreté, ne seront jamais très attrayants. Des emplois de qualité, couplés à un environnement de travail agréable, à des salaires décents et d'une haute valeur ajoutée constituent un outil plus efficace de lutte contre la pauvreté et donnent une plus grande compétitivité sur un marché mondial. Pareille politique permettrait également une véritable relance de l'économie (via plus de dépenses) et une augmentation du revenu de l'Etat (plus d'impôts, de cotisations, etc.).</p> <p>3. Modifier les indicateurs d'évaluation de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ou définir une nouvelle législation sociale) ; la nouvelle législation sociale commence déjà à montrer ses conséquences négatives – en combinaison avec des indicateurs choisis (pour évaluer la pauvreté et l'exclusion sociale), le pourcentage de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale ne reflète pas la réalité (alors que les chiffres ne sont déjà pas réalistes !) ; de manière générale, ce pourcentage est inférieur aux chiffres réels car ils ne comptabilisent pas les personnes qui ont droit aux transferts sociaux, mais ne les sollicitent pas.</p> <p>4. Ne pas uniquement se concentrer sur les économies et les réductions budgétaires. Investir est davantage porteur (c'est ce qu'attendent les populations) et peut induire de bien meilleurs résultats, principalement à moyen ou à long terme.</p>
<b>Espagne</b>	<p>1. Le chapitre social et les objectifs chiffrés de la stratégie UE2020 devraient retrouver leur importance politique et les financements qui en découlent. Ils devaient également figurer en ajout au budget 2012. Il s'agit d'une ligne directrice figurant dans l'Examen annuel de Croissance de la CE (priorité 4).</p> <p>2. Les efforts entrepris pour sortir de la crise devraient être répartis de manière plus équitable (les efforts les plus grands étant consentis par les plus riches et les grosses entreprises, dont les banques qui sont les premières responsables du chaos actuel). Le système de protection sociale devrait être protégé des assauts des mesures d'austérité, même si d'éventuelles réformes vers plus</p>

	<p>d'efficacité seraient les bienvenues. Les personnes vulnérables, les familles et les enfants ne peuvent plus être les oubliés du système. Il est urgent de se doter d'un plan stratégique ambitieux, avec la participation de l'ensemble des parties prenantes, pour aider les près de 2 millions de ménages sans emploi et les personnes vivant sous le seuil de pauvreté.</p> <p>3. Il convient d'améliorer la gouvernance du PNR dans un sens plus participatif (en impliquant les parties prenantes) et de promouvoir une véritable participation de toute la société, afin de rassembler un maximum d'idées novatrices et de propositions de solutions.</p>
<b>Suède</b>	<p>1. S'attaquer aux inégalités croissantes, car il s'agit d'un processus qui menace la cohésion sociale et pèse sur les coûts sociaux.</p> <p>2. Une stratégie de création active d'emplois s'impose, qui ne se concentrerait pas uniquement sur la dimension de l'offre.</p> <p>3. Une politique du logement plus active – qui, elle-même, sera créatrice d'emplois et permettra, par une offre de prix raisonnables, de réduire l'endettement des ménages et de limiter les coûts sociaux de la ségrégation, etc. Il faut éviter de nouvelles privatisations du logement public.</p>
<b>Royaume-Uni</b>	<p>1. Mettre en place une approche plus équilibrée de la gestion économique, incluant des objectifs macro pour l'emploi et la croissance, ainsi qu'un objectif de réduction de l'inflation. Une réglementation financière stricte s'impose si l'on veut que les gouvernements puissent exercer leur autorité démocratique.</p> <p>Une stratégie de croissance globale et durable ne reposera pas sur la déréglementation, mais devra être plus ambitieuse et viser une approche transformative de l'innovation et de la croissance (y compris pour les entreprises sans but lucratif), une économie à faible émission de carbone, un logement et une infrastructure de transport durables, des services de santé et sociaux pour les personnes âgées et les enfants.</p> <p>2. L'augmentation des inégalités empêche une croissance équilibrée. Renverser la tendance actuelle (marquée par une accumulation de richesses entre quelques mains) en rééquilibrant la stratégie d'assainissement fiscal vers une plus grande justice fiscale et en mettant un terme à cette course effrénée vers une fiscalisation minimale des grosses entreprises. Cesser d'augmenter la TVA, de réduire les allocations familiales et d'imposer des plafonds aux populations vulnérables donnerait un élan immédiat à la demande intérieure et à la lutte contre la pauvreté.</p> <p>3. La fermeture d'agences régionales et l'introduction de partenariats locaux stratégiques aux pouvoirs limités empêche de pallier les déséquilibres entre les régions et entre les secteurs. La majorité des métropoles britanniques abrite une forte proportion de résidents à bas revenus et à basses qualifications, de chômeurs, et présentent un faible potentiel d'investissements dans la création d'emplois. Il faut donner aux collectivités locales le pouvoir et les ressources nécessaires pour appliquer les stratégies de développement urbain, régional et rural.</p> <p>4. Une révolution de la politique d'emploi s'impose, combinée à une stratégie de croissance privilégiant une offre suffisante d'emplois de qualité et pérennes. Une inclusion active positive, intégrant revenu adéquat, aide à l'emploi et qualité des services, est plus susceptible de créer des emplois durables.</p> <p>5. La stratégie de Justice sociale devrait être complétée par une ambitieuse</p>

	<p>stratégie britannique de lutte contre la pauvreté, visant à réduire les inégalités de revenus et à éradiquer la pauvreté absolue. Elle devrait se baser sur l'objectif chiffré européen de lutte contre la pauvreté et utiliser les indicateurs et jalons européens pour se positionner par rapport aux performances des autres Etats membres. Une MOC consolidée, avec une forte dimension de participation des parties prenantes nationales, aiderait à l'élaboration de cette stratégie, par un suivi des progrès réalisés, un échange de bonnes pratiques et une innovation dans le domaine des services.</p> <p>Quand des plafonds économiques sont imposés, ils doivent être contrebalancés par des seuils sociaux forts. Pour mener à bien une stratégie de lutte contre la pauvreté efficace et promouvoir des emplois et une formation de qualité, des normes de revenus minimums fixés au moins au seuil de pauvreté, des salaires minimums et une réglementation du travail juste et adaptée à ces modifications s'imposent.</p>
<b>Pays candidats et d'adhésion</b>	
<b>Macédoine</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La stratégie Europe 2020 et la stratégie nationale d'inclusion (demandée par l'UE) doivent être adaptées aux politiques nationales de lutte contre la pauvreté et l'inclusion sociale.</li> <li>2. Garantir des ressources financières suffisantes pour mettre en œuvre les plans d'action nationaux pour l'inclusion sociale.</li> <li>3. Mettre en place des politiques nationales d'inclusion active et de revenu minimum.</li> </ol>
<b>Serbie</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le nouveau gouvernement devrait adopter une stratégie de développement axée sur le <b>développement inclusif</b>, qui servira de base pour les programmes de réforme à court et moyen termes.</li> <li>2. Il devrait également adopter une stratégie d'inclusion sociale et de lutte contre la pauvreté ou, pour le moins, une plateforme nationale de lutte contre la pauvreté dotée d'objectifs clairs et de ressources visant une meilleure inclusion sociale et la protection sociale de tous les groupes vulnérables.</li> <li>3. Le nouveau plan budgétaire devrait contenir les germes d'un développement socialement durable et de l'inclusion sociale.</li> </ol>
<b>AELE</b>	
<b>Norvège</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les mesures d'austérité qui pèsent lourdement sur les populations vivant sous le seuil de pauvreté risquent d'entraîner des coûts importants à plus long terme (programmes de réhabilitation). Investir dans les gens dès maintenant !</li> </ol>
<b>Organisations européennes</b>	
<b>AGE</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. S'attaquer plus efficacement dans les PNR aux objectifs de la MOC sociale relatifs à l'adéquation des pensions, à l'accès aux soins de santé et à l'inclusion sociale des personnes âgées les plus vulnérables, etc. Intégrer de manière transversale dans les PNR les mesures de protection sociale et d'inclusion sociale proposées dans les RSN, afin d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées.</li> <li>2. Désagréger l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté et ses trois éléments</li> </ol>

	<p>constitutifs en fonction de l'âge et du genre, de manière à pouvoir s'attaquer aux risques de pauvreté propres à la population âgée et, plus précisément, aux sous-catégories (femmes âgées, personnes isolées âgées, personnes âgées vivant en milieu rural, migrants âgés venant de minorités ethniques, etc.).</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>3. Analyser et combattre la privation matérielle, et s'attaquer aux conditions de vie des populations âgées en fonction des circonstances économiques, sociales ou culturelles nationales, afin de prendre en compte d'autres facteurs de pauvreté, comme l'isolement, les conséquences de la solitude ou les discriminations multiples.</li> <li>4. Pour une mise en œuvre inclusive et durable de la stratégie Europe 2020, les Etats membres et la Commission sont priés de garantir des politiques sociales et macroéconomiques équilibrées (par exemple qui se refléteraient de la même manière dans les Programmes nationaux de réforme et dans les Rapports sociaux nationaux).</li> </ol>
<b>FEANTSA</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Soutenir l'appel du Parlement européen pour le « développement d'une stratégie européenne ambitieuse et intégrée, sous-tendue par des stratégies nationales et régionales, dans le but de mettre un terme au sans-abrisme » en capitalisant sur les mesures indiquées dans les Programmes nationaux de réforme (douze pays ont mis des références explicites au sans-abrisme dans leurs PNR), par le biais d'instruments comme les évaluations par les pairs, des recherches, l'expérimentation sociale, des projets d'échange transnational, et une coordination politique globale entre les ministères chargés de la lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion du logement.</li> <li>2. Associer les organisations concernées, dont les prestataires de services sociaux et les organisations de la société civile, à l'élaboration et à la mise en œuvre des Programmes nationaux de réforme. Les services sociaux qui travaillent avec les groupes vulnérables possèdent une grande expérience des réalités complexes de la pauvreté. Ils peuvent être de véritables partenaires à tous les échelons du processus politique pour garantir la réalisation des objectifs à l'horizon 2020.</li> <li>3. Poursuivre les actions nationales de lutte contre le sans-abrisme, sur base de stratégies fondées sur des faits ; fixer des objectifs chiffrés en matière de lutte contre le sans-abrisme pour que les résultats engrangés dans la lutte contre la pauvreté soient visibles et évaluables ; promouvoir l'accès aux services classiques (santé, logement, emploi) pour tous, principalement pour les groupes vulnérables ; garantir dès maintenant des investissements financiers suffisants dans les services sociaux afin d'éviter une future spirale vers le haut des coûts du sans-abrisme pour la société.</li> </ol>
<b>Eurochild</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Tous les Etats membres devraient reconnaître que la pauvreté et l'exclusion sociale des enfants est un obstacle à la réalisation des objectifs chiffrés de la stratégie Europe 2020, et fixer dans leurs PNR et leurs RSN un objectif chiffré spécifique de lutte contre la pauvreté des enfants, dans le cadre de leur objectif chiffré national censé alimenter l'objectif chiffré européen de réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale.</li> <li>2. Tous les Etats membres devraient veiller à ce que les domaines politiques couverts dans les PNR et les RSN soient soumis à une évaluation de leur impact potentiel sur la pauvreté et l'exclusion sociale des enfants, afin de maximaliser leur apport positif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion</li> </ol>

	<p>sociale des enfants et de réduire au minimum les risques d'un impact négatif.</p> <p>3. Les Etats membres devraient veiller à ce que les Fonds structurels soient utilisés pour soutenir les mesures favorables à l'inclusion sociale des enfants et contribuer à combler les fossés dans l'enseignement.</p>
--	--

## INFORMATIONS ET CONTACTS

**Pour de plus amples informations sur cette publication, contacter**

Sian Jones – Coordinatrice politique d'EAPN

[sian.jones@eapn.eu](mailto:sian.jones@eapn.eu) – 0032 (2) 226 58 59

Voir les publications et les activités d'EAPN sur [www.eapn.eu](http://www.eapn.eu)

Créé en 1990, le Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (EAPN) est un réseau indépendant d'associations et de groupes engagés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les États membres de l'Union européenne.



EUROPEAN ANTI-POVERTY NETWORK. (RÉSEAU EUROPÉEN DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION SOCIALE). Reproduction autorisée à condition d'en mentionner la source. Août 2012.



EAPN reçoit le soutien de la Direction – Générale « Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances » de la Commission européenne. Son financement provient du Programme communautaire européen pour l'emploi et la solidarité sociale (2007 – 2013).

Pour plus d'informations :

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=327&langId=fr>

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement la position de la Commission européenne.